

**Rendre
la dignité,
inspirer
le changement**

**Aux côtés de ceux
qui en ont
le plus besoin**

2011



Commission internationale
catholique pour les migrations

LA MIGRATION

Un message d'espoir

2011 aura été une année de troubles, une année de mutations, mais elle aura aussi ouvert la porte à de nouvelles opportunités. Tandis que les difficultés économiques continuaient de par le monde à peser lourd sur les migrants et leurs familles, de grands bouleversements changeaient la face du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. D'une ferveur sans précédent et fort d'un accès généralisé aux médias et aux réseaux sociaux, le Printemps arabe a accouché, pour le monde entier, d'une nouvelle prise de conscience des mécanismes du pouvoir politique, du bien-être des individus et de la croissante interdépendance de nos sociétés.

« La migration est désormais un moyen de vérifier le degré de respect et de mise en œuvre des droits de l'homme, surtout lorsque les politiques visent à contrôler les flux migratoires et à protéger la sécurité nationale, sans prendre en compte la sécurité, tout aussi importante, des personnes qui se déplacent sur toute la planète. »

*S.E. l'Archevêque
Silvano M. Tomasi*

Jamais auparavant n'avions-nous vu aussi clairement que tous les êtres humains, quels que soient le pays ou la couleur politique, veulent être entendus et obtenir des réponses à leur quête personnelle de liberté, de développement et de bien-être.

Bien qu'elle ne tienne pas autant la vedette que le Printemps arabe, la migration est l'une des nombreuses manières d'exprimer ce même désir élémentaire, vieux comme le monde, de vivre dans un monde meilleur : l'espoir d'une progression, d'un épanouissement personnel, malgré le risque de rencontrer en chemin la mort, la violence, les abus ou l'exploitation. De fait, c'est cet espoir qui explique en grande partie pourquoi les gens continueront d'émigrer aussi longtemps que l'on n'aura pas atteint un certain niveau d'équilibre et d'égalité entre tous les êtres humains.

Acteur international de première ligne s'appuyant sur le réseau des Conférences épiscopales catholiques du monde entier, en 2011 la CICM a accompagné et soutenu dans plus de 43 pays des milliers de personnes dont les souffrances personnelles sont trop souvent ignorées. Même si les médias nous aident à appréhender la gravité des difficultés auxquelles elles doivent faire face, une vraie prise de conscience de l'intensité de leurs souffrances, de la complexité de leurs motivations et de leur désir inassouvi d'une vie meilleure reste extrêmement difficile pour qui n'a pas vécu cette expérience dans sa chair. C'est pour et avec ces migrants, ces réfugiés, ces requérants d'asile, ces personnes déplacées, ces victimes de la traite et toutes ces personnes vulnérables que la CICM travaille sans relâche à l'amélioration des solutions qui peuvent leur être apportées.

En 2011, comme au cours des décennies précédentes, l'objectif ultime de la CICM est resté inchangé : protéger et soutenir les personnes déracinées – arrachées à leur pays d'origine, déracinées dans leur âme, en quête d'espoir. Soixante ans d'engagement de la CICM auprès des migrants transmettent encore et toujours ce même message, à travers l'histoire actuelle, le progrès et le changement, un message d'espoir et de délivrance qui s'adresse à tous.

John M. KLINK
Président

Johan KETELERS
Secrétaire général



CHANGER DE VIE

en donnant asile et en réinstallant les réfugiés

La réinstallation est une solution vitale pour de nombreux réfugiés de par le monde, qui cherchent à retrouver une vie normale. Signe tangible de responsabilité partagée par les Etats, la réinstallation offre une réelle protection et un nouveau départ aux personnes ayant souffert de persécutions dans leur pays d'origine, et qui à leur tour vont apporter d'innombrables contributions aux sociétés qui les accueillent.

Centre de Soutien à la Réinstallation (RSC)

Depuis plus de 30 ans, le Centre de Soutien à la Réinstallation (RSC) de la CICM pour la Turquie et le Moyen-Orient, vient en aide à des milliers de réfugiés en leur offrant la possibilité de reconstruire leur vie en toute sécurité et dans la dignité, en tant que résidents permanents aux Etats-Unis.

Acteur fondamental de la réinstallation des réfugiés aux USA, la CICM a continué en 2011, par le biais du RSC, de servir les intérêts des réfugiés candidats à la réinstallation. Originaires de différents pays, notamment l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et la Somalie, les réfugiés et leurs familles ont reçu le soutien inconditionnel du personnel de la CICM en Turquie, au Liban, au Yémen, dans les Emirats Arabes Unis et au Koweït. La CICM a examiné et préparé leurs dossiers de candidature pour les soumettre aux autorités étasuniennes d'immigration, les aidant à franchir les étapes nécessaires avant leur départ, notamment un examen médical ; la CICM les a aussi aidés à se préparer à leur nouvelle existence en proposant aux enfants et aux adultes des séminaires d'orientation culturelle.

Conséquence du partenariat de longue date entre la CICM et le Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM) du Département d'Etat des Etats-Unis, le programme développé en Turquie s'est beaucoup renforcé au cours des dernières années, notamment du fait de l'arrivée de nombreux Irakiens et Iraniens en quête de sécurité de l'autre côté de la frontière turque. En 2011, la CICM a salué l'acceptation par le gouvernement américain de réinstaller plus de 7.000 réfugiés qu'elle avait soutenus, et le départ vers les Etats-Unis de plus de 3.500 personnes.

La Commission internationale catholique pour les migrations sert et protège les personnes déracinées : réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et migrants, indépendamment de leur croyance, de leur race, de leur nationalité ou de leur origine ethnique.



Le Programme de Déploiement de personnel en réinstallation CICM-HCR

Le début de l'année 2011 a été marqué par les vents révolutionnaires soufflant sur une grande partie du monde arabe. En février, les troubles en Libye ont débouché sur une lutte armée et des milliers de personnes de toutes nationalités ont fui en quête de sécurité, notamment vers la Tunisie voisine.

Ne pouvant faire face à la crise tout seul, le gouvernement tunisien s'est empressé de demander l'aide internationale. En quelques jours, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a établi le camp de transit de Shousha, à la frontière entre la Lybie et la Tunisie, et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente de manière significative le nombre de places de réinstallation pour ces réfugiés.

C'est la première fois que le HCR met en place une procédure urgente de réinstallation au tout début d'une crise de réfugiés. La CICM s'est trouvée parmi les premiers partenaires à recevoir une demande directe d'assistance et, dès le mois de mars, les experts du Programme de déploiement de personnel CICM-HCR ont été envoyés sur le terrain, en Egypte et en Tunisie. Sur place, la CICM a collaboré avec le HCR pour identifier les réfugiés pris dans la tourmente et accélérer leur réinstallation, devenant ainsi le pilier des opérations de réinstallation dans l'urgence.

En 2011, en étroite partenariat avec le HCR, la CICM a déployé 121 experts en réinstallation dans 32 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique Latine et du Moyen-Orient, menant un total de 138 missions sur l'année. Ces experts ont interviewés plus de 65.000 réfugiés aux différents coins de la planète, évaluant leurs besoins de protection et leurs chances d'être réinstallés sur la base de leur vulnérabilité et des risques qu'ils encouraient personnellement. Parmi eux, la CICM a traité le dossier de quelques 45.500 personnes pour qu'elles puissent être réinstallées, une contribution importante au total de 92.000 personnes dont le dossier a été soumis au cours de l'année par le HCR à des pays accueillant des candidats à la réinstallation.

En outre, la CICM a identifié et formé plus de 300 experts en réinstallation, aux origines et aux parcours divers ; ils sont maintenant fin prêts à partir sur le terrain chaque fois qu'un besoin crucial se fait sentir.

Le personnel spécialisé de la CICM a aussi apporté son expertise juridique lors des procédures de détermination du statut de réfugié menées par le HCR ; il s'est également engagé au service des victimes de violence ou de torture, de femmes en situation à risque et d'autres réfugiés particulièrement vulnérables, notamment des enfants.

En 2011, les experts de la CICM dans le domaine de l'Intérêt supérieur de l'enfant (ISE) ont identifié et protégé des enfants non accompagnés, garantissant que la priorité soit donnée aux enfants en situation à risque ; ils ont réalisé des analyses d'ISE pour tous les candidats à la réinstallation. D'autres collaborateurs déployés par la CICM se sont consacrés spécifiquement à la protection des enfants dans plusieurs pays, notamment l'Egypte, l'Ethiopie, le Kenya, le Liban, le Pakistan, le Rwanda, le Sénégal et la Thaïlande.

La réinstallation des réfugiés en Europe

En l'année 2011, le HCR a estimé que la réinstallation était la seule solution durable pour plus de 800.000 réfugiés du monde entier - triste record. Malheureusement, les quotas annuels fixés en 2011 par les gouvernements dans le cadre de la réinstallation de réfugiés sont bien loin de répondre à ces besoins, seules 80.000 places ayant été offertes dans le monde.

En Europe, la CICM a intensifié ses efforts de promotion afin de renforcer le potentiel d'accueil des programmes de réinstallation, en travaillant avec ses partenaires, des gouvernements et des praticiens de la réinstallation pour transformer ce qui se fait aujourd'hui localement en une véritable culture vivante de la réinstallation dans toute l'Union européenne (UE).

Aux côtés de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et du HCR, la CICM a poursuivi son travail de promotion de la réinstallation dans l'UE en créant un véritable réseau d'acteurs européens dans ce domaine, afin de permettre une réelle collaboration et l'échange des meilleures pratiques.

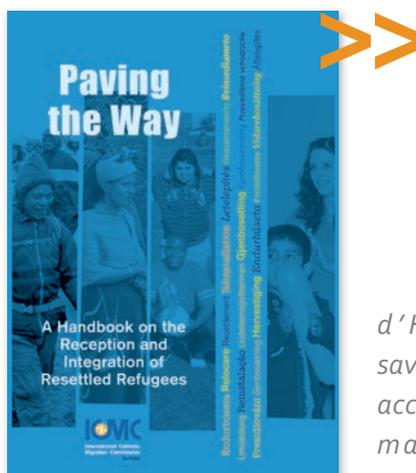
Rendus possibles par le soutien financier du Fonds européen pour les réfugiés (FER), elle a organisé en 2010 et 2011 de nombreux ateliers et réunions de consultation avec les acteurs européens de la réinstallation. Conséquence de tous ces rapprochements, la CICM a édité une nouvelle publication intitulée *Paving the Way: A Handbook on the Reception and Integration of Resettled Refugees* (Manuel pour l'accueil et l'intégration des réfugiés réinstallés), riche en conseils pratiques pour la création de véritables communautés d'accueil, y compris au sein d'autres groupes de migrants.

Le travail de la CICM visant à faire un succès de la réinstallation en Europe est loin d'être achevé en 2012. En septembre 2011, la CICM s'est de nouveau unie à l'OIM et au HCR pour lancer le projet *Linking-In EU Resettlement* (Etablir un réseau pour la réinstallation en UE), qui poursuit ses efforts de mise en rapport des praticiens de la réinstallation en Europe, notamment ceux engagés dans les opérations précédant le départ et suivant l'arrivée des réfugiés en Europe. Grâce au maintien du soutien financier du FER, les principaux acteurs affinent leur expertise et adoptent des approches collectives, ce par le biais d'un réseau online innovant et d'un portail web élaboré sous la houlette de la CICM, de même qu'au travers de séances de formation et de réunions d'échange sur les plans locaux et nationaux.

Objectif : un asile plus efficace en Grèce

Sous la pression de la communauté internationale, le gouvernement grec a lancé fin 2010 une réforme de son système d'asile et demandé le soutien du HCR pendant la période de transition vers une meilleure protection des réfugiés. Bien que ce pays reçoive 25.000 demandes d'asile chaque année, son taux d'admission reste extrêmement bas et les conditions d'accueil des requérants d'asile ne correspondent pas aux normes en Europe.

Se fondant sur son expérience mondiale et l'expertise acquise au service des réfugiés, la CICM a signé un partenariat avec la Représentation du HCR pour l'Europe méridionale, afin d'améliorer la protection juridique en Grèce et lancer des activités de renforcement des capacités et de formation dans le domaine de l'asile. La CICM a recruté et formé des experts qualifiés pour participer au soutien que le HCR apporte aux autorités grecques, dans le but notamment de mettre sur pied des structures juridiques et opérationnelles permettant des procédures de demande d'asile plus justes et plus efficaces.



« A la mairie d'Hudiksvall, nous savions déjà comment accueillir des réfugiés... mais nous voulions trouver un modèle qui nous permette de prendre part au planning avant leur arrivée et d'améliorer les méthodes suivies pour leur orientation culturelle. »

Lars Blomqvist,
Mairie d'Hudiksvall.
Paving the way: Manuel pour l'accueil et l'intégration des réfugiés réinstallés

PROTÉGER LES MIGRANTS

face à l'exploitation

Dans des foyers du monde entier, l'exploitation et les abus privent des millions de personnes de leur dignité, en particulier des femmes et des jeunes filles. Dans le cas des travailleurs migrants, chaque année des dizaines de milliers de personnes retournent chez elles atteintes dans leur santé et sans avoir reçu de salaire. Certaines tombent entre les mains des réseaux de la traite ou de la prostitution. Enfin, d'autres ne rentrent pas du tout, les suicides et les accidents faisant bien des victimes parmi elles.

Défendre les travailleurs migrants

Madhavi avait 17 ans quand elle a quitté l'Inde pour travailler comme domestique chez une famille libanaise. Elle y est restée 23 ans, sans aucun contact avec sa famille... et ce n'était pas par choix.

A son arrivée au Liban, son employeur confisqua son passeport et son permis de séjour, lesquels ne seront d'ailleurs jamais renouvelés pendant toutes ces années. Pendant 14 des 23 années passées à son service, Madhavi ne reçut pas de salaire ; elle fut même obligée de prêter à la famille de son employeur la somme de 2.500 dollars, qui ne lui fut jamais remboursée.

Quand son employeur la congédia, Madhavi reçut l'aide de Caritas-Liban. Après 23 ans d'absence, elle put enfin retrouver sa famille et ses parents en Inde.

Malheureusement, ce qu'a vécu Madhavi n'est pas une exception. En 2011, la CICM et son réseau mondial de Conférences épiscopales catholiques ont maintenu leur engagement en faveur de la protection de femmes comme Madhavi, tout en luttant pour qu'il soit possible d'émigrer de manière digne. Au cœur de leur action : le plaidoyer en faveur de l'insertion – dans les politiques et les pratiques en matière de migration – du regroupement familial, de la protection à accorder aux enfants et aux personnes spécialement vulnérables, et de la lutte contre l'exploitation des femmes et des jeunes filles, afin de protéger les travailleurs migrants et leur famille.

Après l'adoption fin 2010 par le Comité des Nations Unies sur les Travailleurs migrants d'un Commentaire général, premier dans son genre sur les travailleurs domestiques migrants, la CICM, aux côtés d'autres ONG et organisations d'inspiration catholique, s'est efforcée de maintenir activement l'attention du public sur cette question.

Le mois de juin apporta d'autres signes encourageants, avec l'adoption historique par la 100^{ème} Conférence internationale du travail, réunie à Genève, de la Convention de l'OIT sur le Travail décent pour les travailleurs domestiques. Etape essentielle vers le respect de la dignité d'une multitude de migrants, la Convention fixe les normes de travail devant s'appliquer aux travailleurs domestiques, trop longtemps vulnérables face aux abus et aux mauvais traitements, parce que tenues à l'écart de la plupart des législations du travail et des protections traditionnellement accordées aux autres travailleurs.

La CICM, ses membres et ses partenaires avaient anticipé ce succès. En collaboration avec le Centre Catholique de Genève et d'autres organisations catholiques dans le monde entier, la CICM a réuni un grand groupe d'ONG d'inspiration catholique, de syndicats, de migrants et de partenaires institutionnels en provenance des six continents afin d'identifier, adopter et planifier les stratégies de plaidoyer nécessaires au cours des prochains mois et des prochaines années pour encourager les Etats à ratifier et mettre en œuvre la Convention.

Parallèlement à cette action concertée visant à défendre les travailleurs migrants et leur famille sur le plan international, la CICM s'est efforcée de lutter contre les pratiques illégales de recrutement, la servitude pour dette et la traite d'êtres humains en Indonésie et en Malaisie.

Même si de nombreux migrants reçoivent tout leur salaire, beaucoup voient une partie substantielle ou la totalité de leurs revenus engloutis dans le remboursement des intérêts sur les emprunts qu'ils ont contractés, dans les grosses commissions à payer pour l'envoi d'argent dans leur pays d'origine, ou simplement par manque de compétences dans la gestion de leurs ressources. Trop souvent, les migrants et leur famille décident de s'endetter et se lancer dans des tentatives d'émigration très risquées.



ET LEURS FAMILLES

« Dans mon pays, mon enfant a besoin d'argent pour manger et aller à l'école. Lui et mon mari dépendent tous deux de mon travail ici et de l'argent que je leur envoie. »

une travailleuse migrante

Les membres de la CICM eux-mêmes lui ayant fixé cette priorité, la CICM s'est efforcée d'améliorer la sécurité économique des travailleurs migrants et de leur famille en fournissant un soutien technique à des institutions locales de micro-financement et en soutenant la création de coopératives de travailleurs migrants en Indonésie, proposant ainsi des services financiers durables pour répondre aux besoins des travailleurs migrants et de leur famille. Ce projet financé par la Fondation Ford part de l'idée qu'une meilleure circulation et utilisation de l'argent envoyé renforcera la stabilité économique des parents de travailleurs migrants restés en Indonésie et en Malaisie, leur épargnant ainsi d'avoir à émigrer, et donc de prendre le risque d'être victime d'abus, d'exploitation et de traite.

Dès la fin de l'année, des signes d'amélioration étaient déjà clairement visibles. Avec l'aide de la CICM et de ses partenaires locaux, des institutions financières existantes ont commencé à offrir des produits et des services financiers spécifiquement conçus pour les communautés des travailleurs migrants, et une nouvelle Union de crédit des travailleurs migrants a été créée à Bone, en Indonésie.

La CICM a aussi maintenu son combat contre la traite d'êtres humains en Asie du Sud-Est, où des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont constamment atteints dans leur dignité par des trafiquants et des recruteurs sans scrupule.

Financée par le Bureau de Suivi et de Lutte contre la Traite des Personnes (J/TIP) du Département d'Etat des Etats-Unis, la CICM a conclu avec succès en 2011 l'initiative transfrontalière de lutte contre la traite et la servitude pour dette de femmes et jeunes filles indonésiennes à Sabah, en Malaisie.

Grâce à une combinaison d'activités de prévention et de protection, de poursuites judiciaires contre les trafiquants et le développement de partenariats, près de 7.000 migrantes soutenues par le programme de la CICM sont désormais mieux informées sur les dangers de la traite, le mode opératoire des trafiquants et les services existants pour les survivants.

Personnalité radiophonique bien connue, DJ Othoe, de Suria FM à Sabah, a offert son temps et ses compétences pour devenir le « Champion de la lutte contre la traite » à Sabah, lors d'une des campagnes lancées par la CICM et ses partenaires locaux dans le cadre de ce projet.

Actuellement, la CICM maintient sa collaboration avec le J/TIP sur la base de leur engagement commun à lutter contre la traite et à protéger les personnes les plus vulnérables dans différentes parties du globe.



CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

à un moment charnière de la gouvernance mondiale

Dans une année marquée par des déséquilibres économiques sans précédent, des taux très élevés de chômage (surtout parmi les jeunes) et le manque permanent d'opportunités de développement durable dans les pays d'origine, le débat international et l'élaboration de politiques sur les sujets liés tant à la migration qu'au développement ont revêtu une importance capitale. Dans le monde interconnecté qui est le nôtre, il est essentiel que les débats sur une gouvernance mondiale reposent sur un système de droits.

Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD)

Depuis bientôt une décennie, la CICM est le fer de lance des débats, du plaidoyer et de la construction de réseaux pour asseoir une gouvernance plus globale de la migration qui soit éthique, pratique et cohérente de la gestion nationale et régionale de la migration. Il s'agit-là de s'engager, à la demande des membres de la CICM, à améliorer la vie, les possibilités de développement et le bien-être des migrants et de leur famille, engagement soutenu chaque jour par l'Eglise catholique dans le monde entier.

En 2011, cet engagement a pris une nouvelle dimension : le gouvernement suisse a nommé la CICM Coordinateur de la société civile pour le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD), donnant ainsi pour la première fois ce rôle important à un acteur de la société civile.

La réunion annuelle de quatre jours du FMMD est une chance unique pour les organisations de défense des droits des migrants, la diaspora, les syndicats, les chercheurs et le secteur privé de débattre ensemble et avec les représentants des gouvernements du monde entier sur des questions de vitale importance pour 214 millions de migrants et leurs familles et pour les pays d'origine et d'accueil.

Eclairée par les conseils d'un Comité consultatif international provenant d'horizons variés de la société civile, et en consultation avec une large gamme d'acteurs concernés du monde entier, la CICM a fixé un ordre du jour pour ces Journées de la société civile centré sur les solutions pratiques et durables dans les domaines de la mobilité de la main-d'œuvre, la protection des travailleurs migrants et de leur famille, et l'impact de la diaspora sur le développement. Une attention toute particulière a été portée sur la régularisation des migrants sans papiers, l'unité de la famille et le regroupement familial, et l'adoption de mécanismes opérationnels favorisant la migration de main-d'œuvre, notamment pour assortir l'offre à la demande et créer des emplois dans les pays d'origine, afin de lutter contre la migration forcée et d'améliorer l'accès aux canaux migratoires officiels.

Sous la houlette de la CICM et grâce au soutien financier des autorités suisses (Confédération et canton) et des Fondations MacArthur et Bancomer, les Journées de la société civile du FMMD 2011 ont réuni quelques 200 délégués de la société civile et plus de 150 représentants de gouvernements, observateurs et invités. Pour la première fois depuis la création de ce Forum il y a cinq ans, la société civile était représentée en majorité par des migrants, en provenance de plus de 60 pays et représentant principalement la diaspora ou des organisations de migrants travaillant au développement et/ou aux droits des migrants.

« La mobilité des personnes est un fait, elle ne peut être stoppée et elle a des conséquences pour tous », déclarait William Gois, président des



© : ICMC/Leandre

Journées de la société civile du FMMD 2011, quand il présentait la déclaration finale et les recommandations de la société civile aux représentants de 134 Etats lors de la séance d'ouverture de la réunion gouvernementale du FMMD. « Il a été mille fois prouvé que la migration illégale est alimentée par l'absence de canaux officiels pour la migration de main-d'œuvre et la migration des familles. »

Les dix-sept recommandations ciblées émises par la société civile ont été fixées au cours d'échanges approfondis sur la base des expériences des uns et des autres ; elles concernent des pratiques concrètes, des partenariats et des politiques en matière de migration et de développement. A plusieurs reprises, les délégués ont rappelé l'importance qu'il faut attacher à la dignité des travailleurs migrants et de leur famille et au respect dû à leur participation à des marchés globalisés, non sans souligner les nombreuses contributions apportées par les travailleurs migrants et leur famille tant à leur communauté d'origine qu'à leur société d'adoption ; ils ont aussi insisté sur l'urgence qu'il y a à répondre aux difficultés et aux opportunités découlant de la mobilité des biens et des personnes, ainsi que sur l'intégration dans les sociétés d'accueil, la solidarité et le développement.

Répondant à l'invitation du président du FMMD 2012 (l'Ile Maurice), et mettant à profit le renouvellement du soutien financier des principaux donateurs de 2011, la CICM maintiendra ses fonctions de Bureau de coordination pour la société civile du FMMD en 2012, et pendant toute la période suivante menant au Dialogue de haut niveau sur la Migration internationale et le Développement qui aura lieu pendant l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013.

RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ

face à la violence et au traumatisme

Chaque année, des milliers de personnes se lancent dans des voyages migratoires à haut risque. Dépourvues de possibilités économiques dans leur pays, désirant de toutes leurs forces offrir à elles-mêmes et à leur famille une vie plus digne, leur rêve d'un monde meilleur tourne souvent au cauchemar : viols, kidnapping, exploitation, abus en tous genres et/ou exil prolongé loin de leurs êtres chers.

Les membres de la CICM s'expriment

En juin dernier, quand le père Hagos Hayish prit la parole devant le Conseil des Droits de l'Homme à Genève, les représentants de tant de gouvernements l'écoutèrent attentivement.

Secrétaire général de la Conférence épiscopale éthiopienne, Abba Hagos comprend mieux que quiconque les souffrances et la résilience de ceux qui fuient la guerre et la violence en Afrique – notamment ceux, toujours plus nombreux, qui sont piégés et brutalisés dans le désert du Sinaï.

« En ce moment même, quelque 400 migrants et réfugiés africains sont retenus en otages à Rafah, près de la frontière entre Israël et la bande de Gaza », déclarait le rév. Hagos lors d'une des réunions organisées par la CICM à l'ONU au cours de l'année. Il faut absolument combattre les kidnappings, souvent assortis de demande de rançon, et les abus sexuels perpétrés sur des migrants en transit.

« Nous savons que certains sont restés prisonniers des mois durant – parfois dans des sous-sols ou même dans des containers. Ils sont frappés, brûlés, fouettés ou violés à maintes reprises, parfois alors que leurs parents sont au téléphone et sont obligés d'écouter leurs hurlements. »

Rév. Père Hagos Hayish

Les membres de la CICM d'Asie du Sud et du Sud-Est, les missionnaires Scalabrinienis au Mexique et la Conférence épiscopale mexicaine nous ont fait parvenir des rapports similaires de kidnappings, de demandes de rançon et de violences commises à l'encontre des migrants. Au début de l'année dernière, la Conférence mexicaine a demandé à la CICM de redoubler d'efforts pour attirer l'attention de la communauté internationale sur l'augmentation tragique du nombre de migrants et de réfugiés se retrouvant kidnappés et agressés lorsqu'ils traversent l'Amérique Latine vers les Etats-Unis ; de fait, le personnel de l'Eglise et les défenseurs des migrants sont eux aussi menacés et agressés, parce qu'ils offrent assistance et protection aux migrants.

La CICM a répondu à cette demande en collaborant avec le Comité des Nations Unies pour les travailleurs migrants, en se réunissant directement avec les autorités mexicaines, en rassemblant les principaux témoins lors d'une réunion organisée pendant la session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève et en mettant le besoin de protéger les migrants en transit en bonne place sur l'ordre du jour du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD).



Les « boat people » en Méditerranée

Si l'année 2011 a été exceptionnelle par l'ampleur et la fréquence des brutalités exercées sur les migrants traversant des frontières terrestres, elle a aussi été tragique pour des milliers de personnes qui risquent leur vie dans l'espoir d'atteindre l'Europe par voie maritime.

Plus de 1.500 personnes se sont noyées ou ont disparu en tentant de traverser la Méditerranée dans de petites embarcations surpeuplées et souvent mal en point : un nouveau record pour la région. La plupart de ces traversées sont organisées par des contrebandiers ou des trafiquants aux méthodes de plus en plus sophistiquées. Parmi les migrants et réfugiés ayant survécu à la traversée, on comptait, rien que sur les côtes italiennes, plus de 2.500 enfants non accompagnés.

Pour la CICM, ses membres et ses partenaires, ces chiffres alarmants et récurrents prouvent une nouvelle fois qu'il y a un besoin urgent de mettre en place des normes internationales et des procédures pratiques qui garantissent que des services de sauvetage, de soins médicaux, de réhabilitation et d'orientation soient offerts à toutes ces personnes au moment même de leur arrivée.

Poursuivant le travail accompli en 2010, la CICM a renforcé son rôle de partenaire principal pour le projet *DRIVE Referral (Differentiation for Refugee Identification and Vulnerability Evaluation* – traitement différencié pour identifier et évaluer la vulnérabilité des réfugiés), en interrogeant plus de 500 migrants sur leur vécu au moment d'aborder les rives de l'Europe. Financé en grande partie par le Fonds Européen pour les Réfugiés (FER) et mené à bien en étroite collaboration avec sept ONG présentes en Méditerranée, ce projet innovant qui s'étale sur deux années a permis de renforcer le réseau et les compétences des ONG, des agences locales prestataires de services, des organisations internationales et des institutions nationales en Grèce, en Italie, à Malte et en Espagne, afin d'assister et de protéger les personnes arrivant dans ces circonstances dramatiques et traumatisantes.

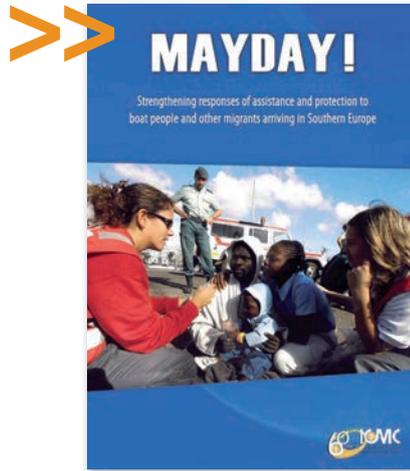
La publication *Mayday! Strengthening responses of assistance and protection to boat people and other migrants in Southern Europe* (Mayday! Renforcer l'assistance et la protection des « boat people » et d'autres migrants en Europe méridionale) met en évidence les défaillances et les bonnes pratiques européennes face aux besoins des « boat people ». Elle formule de nombreuses recommandations sur le meilleur moyen, à l'arrivée, d'identifier, de protéger et d'orienter ces personnes, en accordant une attention particulière aux requérants d'asile, aux enfants, aux victimes de la traite ou de torture et aux personnes traumatisées.

Protection dans la mer des Caraïbes

La difficulté pour identifier et assister les plus vulnérables est très comparable dans les Caraïbes. Toute la région est à la fois lieu d'origine, de destination et de transit pour des dizaines de milliers de personnes qui émigrent par voie de terre, de mer et d'air chaque année. Les décès en mer sont courants, de même que les arraisonnements, les rafles et les expulsions en masse. De nombreux pays dans la région n'offrent ni système d'asile ni garanties de protection.

Plus d'un an après le terrible tremblement de terre qui a dévasté Haïti en janvier 2010, près d'un demi-million d'Haïtiens sont encore déplacés, piégés dans des camps « temporaires » ou improvisés et surpeuplés, où la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles est endémique. De nombreux enfants haïtiens, orphelins ou séparés de leur famille, sont toujours dans des foyers en République Dominicaine, dans l'attente d'une résolution sur leur intérêt supérieur à long terme.





« Quand les Européens, les Nord-Américains ou les Australiens voient des images de réfugiés assoiffés et en haillons traversant déserts et océans, c'est sûrement très difficile de nous percevoir comme des individus, possédant chacun une vie et une histoire qui lui sont propres. »

Tarek, réfugié d'Erythrée
 Mayday! Renforcer l'assistance et la protection des «boat people» et d'autres migrants en Europe méridionale

Avec le soutien du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et en partenariat avec la Conférence épiscopale catholique des Etats-Unis (USCCB), la CIMC a étroitement collaboré avec le gouvernement de la République Dominicaine pour résoudre leurs cas.

« Certains de ces enfants ont été abandonnés ou même violés par ceux qui devaient en prendre soin », explique Rebecca Trego, experte de la CIMC pour les enfants. « D'autres ont été séparés de leurs parents pendant la catastrophe et étaient trop jeunes pour se souvenir de leur numéro de téléphone ou de leur adresse. »

Collaborant avec les autorités dominicaines de protection de l'enfance, la CIMC a aidé à réunir des familles, mais aussi à détecter et dénoncer des cas d'abus dans un grand foyer d'accueil, prouvant une fois de plus l'importance d'identifier, d'évaluer et de protéger les enfants vulnérables quand ils sont obligés de fuir de l'autre côté d'une frontière.

Parallèlement, fin 2011, la CIMC a uni ses forces à celles du bureau régional du HCR à Washington D.C., en signant un important accord de partenariat qui renforcera leur capacité à atteindre les personnes vulnérables dans toute la région des Caraïbes et à répondre à leurs besoins de protection à l'aide de nombreuses méthodes créatives et innovantes. Plus spécifiquement, la CIMC et le HCR collaboreront pour identifier les personnes relevant de la compétence du HCR, notamment les réfugiés, les apatrides et les victimes de la traite.

A l'avenir, la CIMC collaborera avec le HCR pour attirer l'attention des décideurs sur les défaillances en protection dans la région, tout en s'engageant aussi dans des programmes directs, apportant des solutions concrètes aux cas des plus vulnérables : soutien aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, mécanismes d'identification et d'orientation vers les services appropriés en cas de flux migratoires mixtes, et enfin activités de formation pour renforcer les capacités de protection des principaux acteurs de la région.

Mettre un terme à la violence de genre

En Malaisie, les femmes et jeunes filles réfugiées en provenance de Birmanie sont particulièrement vulnérables face à la violence et aux abus. Dépourvues de statut juridique, constamment menacées d'être retenues, arrêtées ou expulsées du pays, le simple fait de quitter le foyer les expose au risque de viol ou d'agression sexuelle. Par ailleurs, leur extrême pauvreté les oblige à vivre dans des foyers sordides et surpeuplés où la violence domestique reste fréquente, bien que dissimulée.

Grâce au financement du Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM) du Département d'Etat des Etats-Unis, la CIMC a redoublé d'efforts pour rendre leur dignité aux femmes et aux jeunes réfugiées à Kuala Lumpur, et mettre un terme à la situation trop méconnue de violence de genre dont elles sont victimes.

Avec ses partenaires locaux, les Sœurs du Bon Pasteur et l'Organisation d'entraide des femmes, la CIMC a travaillé au sein de la communauté des réfugiés birmans pour la sensibiliser à la violence de genre et garantir que ses victimes aient accès à un abri sûr en cas d'urgence, à une réelle protection et à des soins médicaux. En 2011, le programme le plus efficace développé dans le pays, à savoir le Corps de protection des femmes réfugiées (RWPC) a continué son expansion ; il avait été créé par la CIMC et les membres de la communauté locale en 2010.

Les membres du RWPC sont des réfugiées birmanes vivant dans ces communautés ; elles ont largement participé aux campagnes de sensibilisation à la violence de genre parmi plus de 2000 réfugiés vivant à Kuala Lumpur.

« Nous commençons à vaincre les tabous », explique une leader du RWPC. « Beaucoup de gens ont montré de l'intérêt et veulent comprendre ce que sont le harcèlement sexuel et les abus à l'encontre des enfants. Ils veulent savoir comment gérer ces situations – et nous demandent plus d'informations. »

Depuis sa fondation en 2010, le Corps a donné à des centaines de réfugiés (enfants, parents et enseignants) les outils nécessaires pour garantir la sécurité et l'intégrité personnelles, par le biais d'un programme innovant de la CIMC visant la prévention des abus à l'égard des enfants et diffusé dans plus de 30 écoles et centres juveniles communautaires.



UNE RÉPONSE SUR MESURE

En cas de déplacement

Résilience, débrouille, détermination, autant de mots qui viennent à l'esprit et qui reflètent la réalité des familles de réfugiés soutenues par la CICM et l'Église. Cela étant, les personnes vivant un exil prolongé, notamment de très nombreux Irakiens, font face à un avenir incertain et doivent souvent prendre des décisions déchirantes : comment gagner sa vie ? Doivent-ils allouer leurs maigres ressources à la satisfaction de leurs besoins immédiats, notamment le loyer et les soins médicaux ?

Soutenir les réfugiés Irakiens et les personnes les plus vulnérables

Quand Gazi et sa famille s'enfuirent de Bagdad le 6 novembre 2010, ils ignoraient ce que l'avenir leur réservait. Mais le petit supermarché familial avait été détruit par un kamikaze et ils avaient reçu des menaces de mort de la part d'insurgés toujours plus violents : il était évident qu'ils ne pouvaient rester.

En Jordanie, survivant péniblement grâce à leurs petites économies (1400 dollars rassemblés un an plus tôt), cette famille de huit personnes a reçu de la CICM des articles indispensables de la vie quotidienne : couvertures, cuisinière, poêles, matelas et d'autres fournitures de base. Les femmes de la famille (sa femme, sa fille, sa mère et deux sœurs atteintes de maladie chronique) ont aussi eu accès à des soins médicaux grâce à notre programme.

« Nous venons d'être admis et nous allons nous réinstaller aux États-Unis », confie Gazi. « Nous sommes tellement reconnaissants... »

En Jordanie, en 2011, avec le soutien financier du Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM) du Département d'État des États-Unis et en étroite collaboration avec Caritas et d'autres partenaires locaux, la CICM a fourni des soins de santé

tertiaire, en coordination avec la Commission des Soins Exceptionnels du HCR. Les activités de la CICM, qui comprennent aussi un soutien en cas de maladie chronique, ont permis à 3000 femmes réfugiées d'apprendre à détecter seules et à reconnaître les symptômes d'un éventuel cancer du sein.

La CICM a mené à bien des programmes de soutien similaires en Syrie, où les besoins des réfugiés et d'autres familles vulnérables restent aigus dans une société en pleine déliquescence sécuritaire.

Soutenue financièrement par la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO) et le BRPM, la CICM a fourni une assistance à des milliers de familles vivant à Damas et aux alentours, afin qu'elles puissent faire face à leurs besoins psychologiques, médicaux et éducatifs, et surmonter les difficultés de la vie quotidienne.

Aspect central de son travail au Moyen-Orient, la CICM a formé des volontaires irakiens pour identifier dans leur communauté les personnes et les familles isolées qui n'auraient pas eu accès autrement à une assistance pourtant bien nécessaire. En 2011, la CICM a apporté un soutien sur mesure aux plus vulnérables parmi les personnes identifiées par ces volontaires, leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie et de renoncer à se lancer dans des tentatives risquées pouvant compromettre leur dignité et leur bien-être.

« Avant de recevoir de la CICM ses prothèses auditives, Khamou restait seul dans sa chambre parce qu'il ne pouvait pas entendre ni parler avec quiconque. Aujourd'hui, il ouvre largement sa porte aux travailleurs sociaux et affirme que sa vie a changé. Il n'a plus peur de sortir de chez lui. »

Khamou est l'un des milliers de bénéficiaires du programme, qui a fourni tout au long de l'année des équipements médicaux incluant des chaises roulantes, des béquilles, des lunettes, des prothèses auditives ou des outils de contrôle du diabète. D'autres ont reçu un traitement médical spécialisé dans les hôpitaux locaux et/ou ont participé aux sessions communautaires organisées par la CICM sur les questions de santé.

De même, la CICM est venue en aide à plus de 250 familles extrêmement vulnérables qui étaient sans abri ou sur le point d'être expulsées de chez elles, en leur offrant de quoi payer leur loyer pendant un maximum de six mois. Les partenaires locaux ont apprécié cette initiative, ainsi que le HCR qui, rien qu'en Syrie, a adressé plus de 50 ménages à la CICM pour qu'elle les aide à régler leur loyer.

En Turquie comme ailleurs, les réfugiés et les requérants d'asile en provenance de plusieurs pays dont l'Irak rencontrent des difficultés qui souvent paraissent insurmontables. Ces familles, qui souffrent d'isolement et de grandes difficultés financières, ne parlent pas la langue et même les plus débrouillardes se perdent dans des méandres bureaucratiques qui rendent très difficile l'accès au soutien dont elles ont besoin.

En 2011, soutenue financièrement par le BPRM, la CICM a étroitement collaboré avec son partenaire local en Turquie pour entrer en contact avec ces personnes. Le programme a permis d'améliorer l'accès aux services sociaux et d'offrir un soutien psychologique, ainsi que des cours de langue et des activités éducatives à plus de 1000 réfugiés vivant à Afyon et Corum.



RECONSTRUIRE LA VIE EN COMMUNAUTÉ

après une catastrophe

Au cours de l'été 2010, la pire mousson de l'histoire du Pakistan a provoqué l'inondation d'un cinquième du territoire, provoquant des milliers de morts et mettant sens dessus dessous la vie de plus de 20 millions d'habitants. Dans tout le pays, la dévastation de terres agricoles essentielles et la destruction de routes et de voies de ravitaillement ont été aggravées par la disparition des sources de revenus des plus démunis.

Réponse d'urgence

En réaction aux inondations meurtrières du Pakistan, les équipes d'urgence de la CICM ont apporté une aide médicale et humanitaire immédiate à des milliers de sinistrés de la province de Khyber PakhtunKhwa, l'une des plus durement touchées.

Pour la CICM, la priorité fondamentale reste la santé et le bien-être physique des réfugiés, déplacés et personnes vulnérables. Financés par Caritas-Allemagne et le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA/ERF), la CICM a proposé des consultations médicales et des médicaments gratuits et offert des biens essentiels aux personnes les plus gravement touchées, notamment des produits alimentaires, des ustensiles de cuisines, des habits, des couvertures et des biens pour l'hygiène personnelle.

Puis les eaux se sont lentement retirées et chacun souhaitait retrouver son chez-soi pour reconstruire sa maison, son école, son village et ses moyens d'existence.

Abris et sanitaires

Une fois passée la première phase d'urgence, le deuxième objectif de la CICM est de redonner un toit solide aux habitants. Grâce au soutien de Caritas-Allemagne et du HCR, des centaines de familles ont reçu de l'aide pour construire des refuges temporaires ou permanents qui leur permettent d'échapper aux intempéries et au froid.

Plus de 12 millions de maisons avaient purement et simplement disparu. Les ingénieurs de la CICM ont donc travaillé avec les habitants pour reconstruire des logements et le centre communautaire, en commençant par former 400 travailleurs locaux à la construction de ces nouvelles structures et à leur entretien, afin qu'ils puissent être indépendants à l'avenir.

« Nous avons tout perdu », se souvient Azra Mai. « Pour moi, c'était un rêve de construire une maison de ce genre. Elle nous protégera des pluies et des vents violents – ce que notre ancienne maison, construite en terre, faisait à peine. »

Parallèlement au besoin de fournir protection et abris, il fallait absolument empêcher les eaux contaminées de servir de vecteur au paludisme ou d'autres maladies. Pour atténuer ces risques, la CICM a travaillé avec les villageois de la communauté à l'installation de plus de 200 pompes à eau, dont certaines capables de résister aux inondations, à la construction de nouvelles conduites souterraines et au déblayage de dizaines de kilomètres de canalisations bloquées par la boue.



Revenus

La boue et la vase déposées par les inondations n'avaient pas seulement détruit le système régional de distribution d'eau, elles avaient aussi rendu inutilisables certaines terres agricoles les plus riches et entravé l'irrigation par les canaux existants : situation désastreuse pour des milliers d'agriculteurs et leurs familles, et terrible aussi pour les petits entrepreneurs qui n'avaient plus accès à leurs fournisseurs et aux marchés et dont les boutiques ou les bureaux avaient été détruits.

Grâce au soutien de Caritas-Italie, de Caritas-Allemagne, du Ministère allemand pour la Coopération économique et le développement (BMZ) et de donateurs privés, la CICM s'efforça de mobiliser la communauté locale afin qu'elle se charge de la situation et contacte les personnes les plus marginalisées ou vulnérables pour leur offrir l'accès à une formation technique, à un crédit pour lancer une micro-entreprise, à des bons d'achat pour des produits agricoles ou à d'autres programmes conçus pour garantir leur moyens de subsistance à long terme.

La maison et le salon de coiffure d'Imran avaient été gravement endommagés par les inondations. Grâce au programme de la CICM Cash-for-Work (du travail pour de l'argent), en deux mois Imran avait gagné suffisamment pour reconstruire sa maison et relancer son affaire, en rachetant des miroirs, des ciseaux et des chaises.

Pour soutenir les paysans, la CICM a aidé 14 villages à créer leur propre Groupe d'agriculteurs et leur Comité de soutien agricole ; en 2011, ils ont travaillé collectivement à désembourber et aplanir des terres agricoles de qualité qui appartenaient à plus de 400 familles.

La CICM a aussi tourné son attention vers l'autonomie et les possibilités de travail décent pour les femmes vivant dans la province du Punjab. Grâce au financement du Bureau pour la Démocratie, les Droits de l'homme et le Travail (DRL) du Département d'Etat des Etats-Unis, la CICM a uni ses forces à celles de partenaires locaux pour lancer un nouveau projet de renforcement des droits et de la dignité des travailleuses au foyer, à travers la création d'importantes coopératives féminines et la promotion de l'indépendance économique des femmes, ainsi encouragées à monter leurs propres entreprises durables.

« J'ai repris une vie normale. Ma maison est debout et mon salon tourne bien. Et ce n'est pas tout : cette aide m'a permis d'envoyer mes enfants à l'école. »

Imran, coiffeur à Charsadda

Réduction des risques en cas de catastrophe

Pour la CICM, il est essentiel d'aider les communautés rurales à faire face aux catastrophes naturelles. Possédant une solide expérience dans des zones sujettes aux catastrophes, telles le Pakistan, la CICM a mis au point une approche intégrée qui inclut le cycle complet de Réduction des risques en cas de catastrophe (RRC) (à savoir préparation, mitigation, réaction et réhabilitation) et cherche à aider les communautés locales à minimiser les conséquences négatives de catastrophes pouvant survenir à l'avenir.

En 2011, des centaines de leaders communautaires et d'habitants ont participé à la formation en RRC proposée par la CICM et ses partenaires, qui comprenait une formation en premiers secours et des exercices d'évacuation réalistes. Centrant leurs efforts sur les compétences essentielles (préparatifs locaux, réaction d'urgence, sensibilisation aux questions de sécurité, prévention des catastrophes) et sur l'importance de la santé et de la nutrition pendant et après une catastrophe naturelle, les participants sont désormais beaucoup mieux préparés à prévenir une situation d'urgence ou à y faire face.

Avant la fin de l'année, la plupart des villages ayant reçu cette formation avait créé des Groupes communautaires de gestion des catastrophes et de sauvetage, distribué des trousseaux de secours d'urgence aux habitants et élaboré des plans d'action en cas d'inondation soudaine.

Dans le District de Mansehra, la CICM a également collaboré avec les communautés et les partenaires locaux pour mitiger les risques futurs en rénovant les infrastructures qui mettaient en danger quelque 10.700 ménages : restauration de digues, réparation de sources d'eau potable et plantation de 23.000 jeunes arbres dans des zones soumises à une forte érosion.

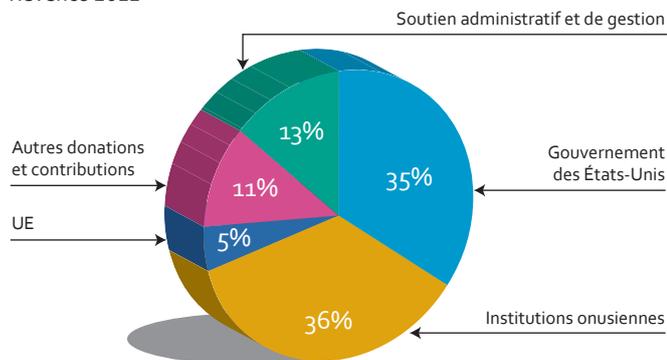


POUR UNE BONNE GESTION

en période d'incertitude économique

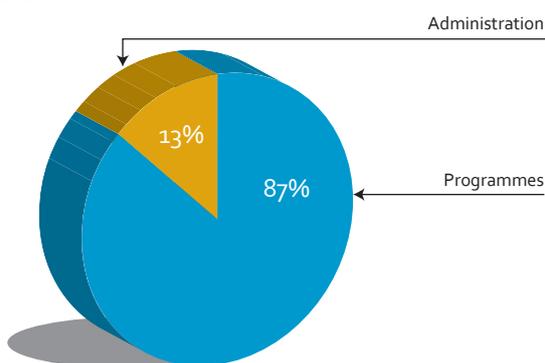
La CICM : un investissement solide

Revenus 2011



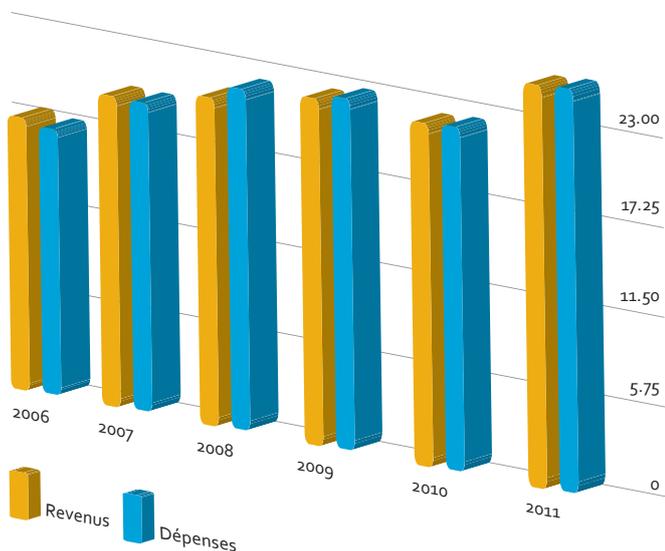
Bonne gestion en action

Dépenses 2011



Croître pour répondre aux besoins

Comptes soumis à l'audit indépendant de Deloitte S.A.,
au 31 décembre 2011. (chiffres en millions de dollars US)



Revenus en dollars US	2010	2011
Gouvernement des États-Unis	10,559,000	8,999,000
Institutions onusiennes	5,224,000	9,320,000
UE	1,771,000	1,334,000
Autres donations et contributions	1,125,000	2,662,000
Soutien administratif et de gestion	3,196,000	3,359,000
TOTAL DES REVENUS	21,875,000	25,674,000
Dépenses	2010	2011
Programmes	18,679,000	22,315,000
Administration	3,200,000	3,387,000
TOTAL DES DÉPENSES	21,879,000	25,702,000

La CICM remercie ses plus importants donateurs, en particulier :

- Archevêché catholique de Sidney
- BBVA – Fondation Bancomer
- Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA/ERF)
- Caritas Allemagne
- Caritas Italie
- Commission européenne, Bureau d'aide humanitaire (ECHO)
- Commission européenne, DG Affaires intérieures : Fonds européen pour les réfugiés (FER)
- Commission européenne, DG de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO)
- Conférence épiscopale catholique d'Australie
- Conférence épiscopale d'Allemagne
- Conférence épiscopale d'Autriche
- Conférence épiscopale de Belgique
- Conférence épiscopale d'Italie
- Conférence épiscopale des Etats-Unis (USCCB)
- Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Travail (DRL)
- Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM)
- Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau de Suivi et de Lutte contre la Traite des Personnes (J/TIP)
- Fondation Ford
- Fondation John D. et Catherine T. MacArthur
- Gouvernement de la Confédération Helvétique, Agence suisse pour la Coopération et le Développement (DDC)
- Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR)
- Ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le développement (BMZ)
- République et Canton de Genève (Suisse)
- Ville de Genève (Suisse)

TRAVAILLER ENSEMBLE

dans le monde entier

Au cours des soixante dernières années, des millions de migrants et de réfugiés du monde entier, vulnérables et marginalisés, ont retrouvé l'espoir et la dignité aux côtés de la CICM. Celle-ci souhaite rendre hommage à l'engagement, l'enthousiasme et la persévérance de tous ses collaborateurs,

anciens et actuels, à ses stagiaires et bénévoles, ainsi qu'à ses membres. La CICM est fière de suivre cette tradition – aux côtés de l'Église catholique dans son ensemble et des leaders communautaires du monde entier.



Comité directeur de la CICM

Président M. John M. Klink (USA)

Trésorier S.E. le Cardinal George PELL (Australie)

Secrétaire S.E. l'Évêque Precioso CANTILLAS (Philippines)

Membres

S.E. le Cardinal John NJUE (Kenya)

S.E. le Cardinal Oscar Andrés RODRIGUEZ MARADIAGA (Honduras)

S.E. le Cardinal Christoph SCHÖNBORN (Autriche)

S.B. le Patriarche GREGORIUS III (Syrie)

Rév. Mgr. Dr. Francis NDAMIRA (Ouganda)

Rév. Fr. Neil KARUNARATNE (Sri Lanka)

Ambassadeur Johnny YOUNG (USA)

Observateurs et Conseillers

S.E. l'Archevêque Silvano TOMASI (Suisse)

S.E. l'Archevêque Joseph [redacted] (Vatican)

Sœur Janete FERREIRA (Equateur)

Rev. Mgr. Slawomir D. KAWECKI (Pologne)

Sœur Maryanne LOUGHRY (Australie)

M. Bernard RYELANDT, *Président de la CICM Europe (Belgique)*

Membres de la CICM

Les membres de la CICM incluent les conférences épiscopales catholiques et/ou les assemblées épiscopales ayant un statut juridique similaire qui, dans le monde entier, s'engagent en faveur des migrants et des réfugiés au sein de leurs communautés.

Personnel de la CICM

Principaux responsables du siège de la CICM

M. Johan KETELERS, *Secrétaire Général*

M. Walter BRILL, *Directeur des Opérations*

Mme Florence JOIGNEAULT, *Directrice des Finances*

M. John K. BINGHAM, *Responsable de la Stratégie*

Mme Alanna RYAN, *Responsable des Communications*

Mme Cristina Palazzo, *Responsable élargie des Opérations*

Principaux responsables de programmes de la CICM

M. Fatimana (Agus) AGUSTINANTO, *Chef de bureau (Indonésie)*

M. Osama AL MOHAMMAD, *Chef de bureau (Jordanie)*

Mme Linda BESHARATY, *Coordinatrice, Programme HCR-CICM de*

déploiement de personnel en réinstallation (Suisse)

Mme Jane BLOOM, *Responsable de Liaison (États-Unis)*

M. Noel DASS, *Responsable du programme national (Malaisie)*

Mme Kate DORSCH, *Chef de bureau (Liban)*

Mme Petra HUECK, *Chef de bureau CICM-Europe (Belgique)*

Mme Wies Maas, *Responsable de programme, Bureau de coordination de la société civile FMMD (Suisse)*

Mme Linda SAMARDZIC, *Directrice du Centre de soutien à la réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient (Turquie)*

Mme Ayesha SHAUKAT, *Directrice Pays (Pakistan)*

M. Zeljko TONCIC, *Directeur régional (Moyen Orient)*

Mme Tanja ZWACK GEORPAKOPOULOU, *Responsable de Liaison (Grèce)*



Commission Internationale
Catholique pour les Migrations

www.icmc.net

Siège de la CICM | 1, rue de Varembe | Case postale 96 | 1211 Genève 20 | SUISSE
Tél. : +41 22 919 10 20 | Fax : +41 22 919 10 48 | Email : info@icmc.net